

APRES LES PLEINS POUVOIRS

Le 8 septembre, M. Pompidou résumait avec beaucoup de modestie "l'action sociale" du gouvernement.

"J'ai vraiment l'impression que le gouvernement a fait pour une fois du bon travail".

M. Pompidou a raison d'être fier. Pensez donc, il résoud les difficultés du capitalisme français sur le dos des travailleurs.

"Le déficit de la S.S. a été résorbé par les moyens les plus classiques, en essayant de toucher le moins possible les pauvres".

Jamais nous n'avions pensé que M. Pompidou maniait l'humour avec tant de discrétion".

Les milieux d'assurés sociaux, les petits agriculteurs et artisans paieront en fait l'entrée des capitalistes français dans le Marché Commun. Pendant ce temps, de larges subventions, des dégrèvements fiscaux seront accordés aux monopoles capitalistes, et le gouvernement lui-même accélère le rythme des concentrations.

Depuis le précédent remaniement ministériel, où pour la première fois un ministre est chargé de l'Emploi, le taux de chômage a progressé de 40%.

Le capitalisme demande à l'Etat une intervention consciente et systématique. L'intervention de l'Etat est de plus en plus un besoin pour les monopoles. Le contrôle des salaires, donc la négation de l'activité syndicale dans son ensemble, fut une des premières conséquences logiques, répondant au souci de concentrations et de centralisations nécessaires au capital monopoliste en vue de la rationalisation et de la modernisation de l'appareil de production. Soumise à une logique très stricte, du point de vue capitaliste, l'accumulation du capital ne pouvait plus se faire, dans une phase où la concurrence internationale est vive et où l'investissement est plus ou moins faible, qu'en reportant ces aléas sur la force de travail, considérée comme la "matière élastique qui peut absorber les variations de coût dues à la conjoncture et aux transformations structurelles".

Actuellement, l'intervention de l'Etat se concentre sur la réduction des coûts généraux de la force de travail, et cela à deux niveaux :

1) - Réduction du coût social de la force de travail (essai de résorber le prétendu déficit de la S.S., par une réorganisation des structures dans le sens d'une domination de l'Etat et du patronat sur l'Institution.

2) - L'intéressement des travailleurs, qui n'est qu'un "rideau fumé" (Humanité) qui cache en fait à long terme un moyen de pression très efficace en vue de limiter l'augmentation des salaires, donc le coût direct et immédiat de la force de travail.

(A) l e s o r d o n n a n c e s s u r l a S é c u r i t é S o c i a l e .

Les ordonnances sur la S.S. équivalent à une réduction globale des salaires de l'ordre de 3 milliards par an et cependant, la croissance des besoins médicaux et pharmaceutiques correspond à une exigence objective et le salarié doit y faire face de toute manière.

Les ordonnances relatives à l'organisation administrative et financière de la Sécurité Sociale, sont précédées d'un rapport au Président de la République qui tend à montrer l'urgence de la réforme. "Il s'agit de mesu-